

CANADA-REVUE

POLITIQUE — LITTÉRATURE — THÉÂTRE — BEAUX-ARTS

VOL IV

MONTREAL, 22 AVRIL 1893.

No. 16

Nous recommandons à nos amis et abonnés de vouloir bien faire une propagande active en faveur de notre journal, ORGANE DE TOUTES LES LIBERTÉS, et de nous envoyer les noms et adresses de leurs connaissances qu'ils trouveraient disposés à s'abonner. Nous enverrons à ces personnes des numéros-spécimen avec des bulletins d'abonnement.

SECESSION.

L'air est rempli de rumeurs; les mécontents exhalent lourdement leurs plaintes, et les projets les plus inattendus se font jour.

Il n'y a aucun doute que nous sommes à la veille d'une sérieuse modification de notre état politique.

Les questions de Fédération Impériale, Indépendance et Annexion qui sont aujourd'hui librement exprimées, et dont les avantages sont ouvertement proclamés, sont de trop haute envergure pour notre modeste programme, avant tout aussi pratique que possible. Nous prétendons nous en tenir aux faits de chaque jour, que nous avons assez de peine à fixer et à éclaircir, sans aller nous perdre dans la politique spéculative.

Il ne nous est pas permis, cependant, de passer sous silence la tentative faite actuellement pour accroître l'importance de Montréal au point de vue politique et économique.

Par une étrange coïncidence, suivant le proverbe, — celle de deux grands esprits qui se rencontrent, — un député et un échevin ont traité publiquement une thèse analogue.

L'échevin Clendinneng a, devant le comité civique d'annexion, réclamé l'annexion de toute l'île de Montréal à la Cité actuelle, pour les fins municipales, et la constitution d'une grande cité qui pourrait rivaliser avec les centres les plus puissants de ce continent.

Quelques jours plus tard, un député de Montréal, M. Morris, exprimait devant un groupe de marchands l'idée que l'île de Montréal devrait demander à se séparer de la Province de Québec et former une province ou district à parts dans la Confédération.

Cette demande est analogue à celle que vient de faire l'île de Vancouver pour se séparer de la terre ferme.

Et, chose non moins curieuse, elle arrive en même temps qu'une dépêche de Londres annonçant que plusieurs membres du Cabinet Gladstone sont en faveur, pour éviter les difficultés avec l'Ulster, de lui laisser le choix du Parlement par lequel il veut être gouverné, si le Home Rule s'établit: par le Parlement Impérial ou le Parlement de Dublin.

Le moment est certainement aux sécessions, ou au moins aux concessions.